

Point 5.1 : Forfait Mobilités Durables

Afin d'encourager le recours à des transports plus propres, le « Forfait Mobilités Durables » entre en vigueur le 10 mai 2020.

Ce forfait annuel d'un montant de 200 € s'applique aux déplacements à vélo ou en covoiturage. Il s'agit d'un accompagnement financier des déplacements domicile-lieu de travail. Il vient compléter les dispositifs déjà existants de remboursement des abonnements aux services de transports en commun.

1) Conditions générales d'application

Le « forfait mobilités durables » s'applique aux déplacements domicile - travail effectués depuis le 11 mai 2020 à vélo ou en covoiturage.

Pour les personnels civils de l'Etat affectés dans un service relevant d'un établissement public de l'Etat quel que soit le statut de l'établissement, il faut une délibération du Conseil d'Administration pour pouvoir mettre en place le « forfait mobilités durables ».

2) Bénéfice et montant du « Forfait Mobilités Durables »

Le « forfait mobilités durables » indemnise l'utilisation au moins 100 jours par an du vélo ou du covoiturage, tant en passager que conducteur pour effectuer les déplacements domicile - travail. Au cours d'une même année, l'agent peut utiliser le vélo ou le covoiturage pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation.

Ce seuil est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Le nombre minimal de jours et le montant du forfait sont modulés à proportion de la durée de présence de l'agent si :

- l'agent a été recruté au cours de l'année
- l'agent est radié des cadres au cours de l'année
- l'agent a été placé dans une position autre que la position d'activité pendant une partie de l'année.

3) Exclusion

Le forfait n'est pas cumulable avec la prise en charge mensuelle des frais d'abonnement de transport public ou de service public de location de vélo.

Le forfait est exclusif du bénéfice :

- d'un logement de fonction sur le lieu de travail
- d'un véhicule de fonction
- d'un transport collectif gratuit entre le domicile et le lieu de travail
- du transport gratuit par l'employeur
- des dispositions du décret n ° 83-588 du 1er juillet 1983 instituant une allocation spéciale en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif de l'Etat en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens qui en raison de l'importance de leur handicap ne peuvent utiliser les transports en commun.

4) Demande pour bénéficier du « Forfait Mobilités Durables »

L'agent doit transmettre une déclaration auprès de son employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des deux moyens de transport dans les conditions prévues par le décret du 9 mai 2020.

5) Contrôles par l'employeur

Une attestation sur l'honneur prévue par le décret du 9 mai 2020 sert de justificatif de l'utilisation du vélo. Le décret du 9 mai 2020 précise que l'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel peut faire l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur. En cas de doute manifeste, l'employeur peut demander à l'agent la transmission d'un justificatif utile à sa demande (ex : facture d'achat).

L'utilisation du covoiturage doit faire l'objet d'un contrôle. Les justificatifs demandés peuvent être :

- un relevé de facture (si passager) ou de paiement (si conducteur) d'une plateforme de covoiturage
- une attestation sur l'honneur du covoitureur en cas de covoiturage effectué en dehors des plateformes professionnelles
- une attestation issue du registre de preuve de covoiturage (<http://covoiturage.beta.gouv.fr/>)

Lorsqu'il a plusieurs employeurs publics, l'agent dépose sa déclaration auprès de chacun d'eux au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

6) Paiement du forfait

L'agent inscrit à ce dispositif bénéficie l'année suivante du versement du forfait.

Compte tenu des modalités de gestion : déclaration préalable puis versement l'année suivante, les employeurs procèdent au versement du montant du « forfait mobilités durables » en une seule fraction. Lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics, le forfait est versé par chacun d'eux et son montant est fixé en tenant compte du total cumulé des heures travaillées. Le calcul est fait au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

Le montant annuel du « forfait mobilités durables » prévu à l'article 3 du décret du 9 mai 2020 est fixé à 200 €.